

ECO

By Lodj

29
Déc
25

www.lodj.ma

BUSINESS

PME

TPE

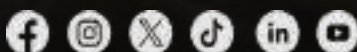
STARTUP

*Siiiiir
Siir*

**HIER, GOUVERNER,
C'ÉTAIT PLEUVOIR.
AUJOURD'HUI, GOUVERNER,
C'EST ANTICIPER**



@lodjmaroc



SOMMAIRE

EDITO

**HIER, GOUVERNER, C'ÉTAIT PLEUVOIR.
Aujourd'hui, gouverner, c'est anticiper**

Mais que se passe-t-il pour l'immobilier locatif au Maroc ?

Woliz et Sanlam Maroc : un tournant majeur pour la digitalisation du commerce de proximité au Maroc grâce à 2,2 M\$ d'investissement

CAN 2025, l'aspirateur américain sous la pelouse des stades marocains

Industrie textile : Fès-Meknès au cœur de la réindustrialisation avec un investissement chinois de 1,4 milliard de dirhams

Assurances au Maroc : des fondamentaux solides dans un environnement financier porteur

BCP renforce son ancrage africain en prenant le contrôle total d'Atlantic Business International

Ce pays passe à l'Euro : il s'agit de la Bulgarie

L'or bat un record historique à 4.500 dollars l'once

Saham Paiements renforce sa position dans les paiements électroniques en reprenant une partie du portefeuille du CMI

Maroc – Banque africaine de développement : ce que révèle vraiment la performance du portefeuille pays

Inclusion financière, entrepreneuriat féminin et femmes rurales : Damane Cash et ses partenaires déploient le programme Nouara à Marrakech-Safi

FEC mobilise 2 milliards de dirhams pour renforcer le financement des collectivités territoriales

Akdital franchit une nouvelle frontière : l'acquisition stratégique de Taoufik Hospitals Group pour 90 M\$

Maroc : la CAN 2025 créera-t-elle une croissance durable ou seulement un pic conjoncturel pour l'économie marocaine ?

Le Maroc déploie un dispositif inédit pour accompagner plus de 800 start-up

flash - éco

ECO
BUSINESS

LODJ



Imprimerie Arrissala

29

DÉC | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALD - MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY

INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



By Lodi WEB TV



100% digitale
100% Made in Morrocco



WWW.LODJ.MA

HIER, GOUVERNER, C'ÉTAIT PLEUVOIR.

AUJOURD'HUI, GOUVERNER, C'EST ANTICIPER

Les pluies revenues ce mois-ci ont réveillé un réflexe ancien au Maroc : l'espoir immédiat. Barrages qui remontent, terres qui respirent, conversations qui se détendent. Mais derrière ce soulagement légitime, une autre lecture s'impose. Plus froide. Plus longue. Celle de la science, de la mémoire du territoire, et d'un avertissement formulé il y a trente ans, sans lyrisme ni complaisance.

Quand la pluie brouille la mémoire climatique

Chaque épisode pluvieux agit comme un anesthésiant collectif. On respire. On relâche la pression. On parle déjà de « fin de la sécheresse ». Ce réflexe n'est ni naïf ni irrationnel : dans un pays agricole, l'eau reste synonyme de vie, de stabilité, de continuité sociale. Le Maroc n'échappe pas à cette logique émotionnelle.

Mais le climat, lui, n'a pas de mémoire courte. Il avance par cycles,

inerties, ruptures lentes. Gouverner à l'ère climatique ne consiste plus à commenter la météo, mais à lire les tendances profondes. À distinguer l'exception du structurel. À ne pas confondre répit et résolution.

C'est précisément ce que rappelait, dès le milieu des années 1990, une étude aujourd'hui redevenue centrale, signée par Robert Ambroggi, et publiée sous l'égide de l'Académie du Royaume du Maroc. Un travail discret à l'époque. Visionnaire, avec le recul.

Les cèdres du Moyen Atlas comme archives du futur. Ambroggi partait d'un constat simple : les relevés météorologiques modernes au Maroc sont trop récents pour saisir la vraie personnalité climatique du pays. Un siècle de données ne suffit pas à comprendre un territoire millénaire. Il fallait donc chercher ailleurs. Plus loin. Plus profond.

Son choix s'est porté sur les cèdres pluriséculaires du Moyen Atlas. Des arbres qui n'oublient rien. Chaque cerne est une année gravée : large quand l'eau abonde, serré quand la sécheresse frappe. La dendrochronologie, couplée à l'analyse isotopique, permet alors de reconstruire près de mille ans d'histoire climatique.

Ce travail révèle une vérité dérangeante : la sécheresse au Maroc n'est ni un accident ni une anomalie contemporaine. Elle constitue un rythme récurrent, presque une respiration contrariée du territoire. Ambroggi y ajoute un autre paramètre, souvent ignoré à l'époque : les cycles solaires, et leur corrélation avec les phases sèches prolongées.

Le résultat est limpide. Inconfortable aussi. La variabilité hydrique marocaine est structurelle. Elle revient. Toujours.

2023-2024 : quand la science rattrape le réel

Là où l'étude bascule du remarquable à l'inquiétant, c'est dans sa projection. Ambroggi ne s'est pas contenté de relire le passé. Il a extrapolé. Il a osé dater. Et il a placé un marqueur clair sur la période 2023-2024 : sécheresse grave attendue.

Trente ans plus tard, le constat est difficile à contourner. Le Maroc a traversé l'un des stress hydriques les plus sévères de son histoire récente exactement au moment annoncé. Réserves au plus bas. Tensions territoriales. Arbitrages douloureux entre agriculture, eau potable et industrie.

Cette concordance n'a rien de mystique. Elle souligne simplement une chose : quand la science est écoutée, elle peut éclairer l'action publique. Quand elle est ignorée, elle revient sous forme de crise.



Changement climatique : le facteur qui change tout

Certains rappellent, à juste titre, que la sécheresse est un phénomène naturel. Le climatologue Pierre Pagney l'a souvent souligné : les cycles secs font partie de l'histoire climatique nord-africaine. Les pluies reviennent. Toujours.

Mais ce raisonnement, pris isolément, devient dangereux. Car il omet l'accélérateur majeur du XXI^e siècle : le réchauffement climatique d'origine humaine.

Les cycles décrits par Ambroggi expliquent quand la sécheresse survient. Le changement climatique explique comment elle frappe aujourd'hui :

- des températures moyennes plus élevées,
- une évaporation accélérée,
- des sols qui retiennent moins l'eau,
- des périodes sèches plus longues, plus intenses.

La sécheresse n'est plus seulement un creux cyclique. Elle devient une crise systémique. Plus brutale. Plus coûteuse socialement.

Gouverner l'eau : le vrai débat commence ici

La question centrale n'est donc pas climatique. Elle est politique, au sens noble du terme. Si ces données existaient dès 1995, si le signal était aussi clair, pourquoi le Maroc – comme beaucoup d'autres pays – a-t-il majoritairement géré l'eau dans l'urgence plutôt que dans l'anticipation ?

Il serait injuste de nier les efforts engagés : barrages, interconnexions, dessalement, réutilisation des eaux usées, programmes d'économie d'eau. Ces chantiers existent. Ils progressent. Ils doivent être salués.

Mais le cœur du problème demeure : la transition d'un État réactif vers un État anticipateur reste inachevée. Trop souvent, la crise précède la décision. Trop souvent, l'urgence dicte l'agenda.

Or, gouverner à l'ère climatique, ce n'est plus attendre la pluie. C'est organiser l'absence d'eau. Adapter l'agriculture aux réalités hydriques. Financer la recherche comme un investissement stratégique. Penser l'eau comme un pilier de souveraineté, au même titre que l'énergie ou l'alimentation.

Une opportunité historique, pas une illusion passagère

Les pluies actuelles sont une bénédiction. Elles redonnent de l'air aux barrages, du temps aux décideurs, de l'espoir aux territoires. Mais elles ne doivent pas anesthésier la lucidité collective.

Les cèdres du Moyen Atlas parlent encore. Leur message est constant. La sécheresse reviendra. La question n'est ni morale ni météorologique. Elle est stratégique.

Le Maroc dispose aujourd'hui d'atouts majeurs : stabilité institutionnelle, vision royale de long terme, compétences scientifiques locales, capacité d'investissement. Rares sont les pays de la région à réunir ces conditions.

Hier, gouverner, c'était attendre la pluie. Aujourd'hui, gouverner, c'est anticiper son absence. Et transformer cette contrainte en levier d'innovation, de solidarité territoriale et de durabilité.

La pluie passera. La responsabilité, elle, demeure.

***Robert Ambroggi fut le premier directeur général de l'Office de l'Eau au Maroc et son étude a bien été publiée dans les Publications de l'Académie du Royaume du Maroc.**

Rédigé par

Adnane Benchakroun



MAIS QUE SE PASSE-T-IL POUR L'IMMOBILIER LOCATIF AU MAROC ?

En 2025, l'immobilier marocain avance à pas feutrés. La demande est là, parfois pressante. L'offre aussi, visible, abondante, parfois trop. Pourtant, les transactions ralentissent, les décisions se font attendre, et le locatif concentre les crispations. Vu du terrain, par un agent immobilier qui voit défiler vendeurs hésitants, investisseurs prudents et locataires sous tension, le marché ne va ni mal ni bien. Il cherche surtout un nouveau point d'équilibre. Et ce moment de flottement dit beaucoup sur ce qui se prépare.

Un marché sous tension douce, entre attente et réalignement des prix

Sur le papier, tout devrait aller vite. Les villes s'étendent, la démographie progresse, les besoins en logement restent massifs. Casablanca, Rabat, Marrakech, Tanger ou Agadir continuent d'attirer. Pourtant, dans les agences, le téléphone sonne moins qu'avant. Les visites se multiplient, mais les signatures tardent. Ce décalage, beaucoup de professionnels le ressentent sans toujours le formuler clairement.

Comme l'explique le président de l'Union des agents immobiliers de la région Casablanca-Settat, la situation actuelle est déroutante : une demande active, une offre bien visible, mais un marché qui n'avance qu'au ralenti. Les vendeurs attendent « mieux », convaincus que les grands événements à venir ont mécaniquement tiré les prix vers le haut. Les acheteurs, eux, calculent davantage, négocient plus longtemps, comparent sans se précipiter.

Il faut dire que l'euphorie des années précédentes s'est dissipée. L'annonce de la CAN 2025 puis de la Coupe du monde 2030 a longtemps servi de carburant psychologique au marché. Beaucoup ont anticipé une hausse continue, parfois trop rapide. En 2025, certaines annonces semblent désormais hors-sol. Le marché n'est pas en crise, mais il se corrige par l'immobilisme. Une correction silencieuse, sans chute brutale, faite de temps perdu et d'ajustements progressifs. Pour un agent immobilier, cette phase est inconfortable. Elle oblige à expliquer, à tempérer, à parfois dire non.

Immobilier locatif : le nœud du problème et la clé possible de la relance

C'est sur le locatif que les tensions sont les plus visibles. Les loyers montent dans plusieurs grandes villes, alors même que de nombreux logements restent vides. Ce paradoxe est bien connu des professionnels. Il ne s'explique ni par un manque de demande, ni par une pénurie absolue de biens. Il s'explique surtout par la peur.

Beaucoup de propriétaires hésitent à louer. Ils ont entendu des histoires d'impayés interminables, de procédures longues, de biens immobilisés pendant des mois, parfois des années. Certains ont vécu eux-mêmes ces situations. Résultat : des appartements fermés, des clés qui dorment dans des tiroirs, et un marché locatif artificiellement contraint.

La loi 80-14, censée encadrer les relations entre bailleurs et locataires, n'a pas totalement rassuré. Sur le terrain, elle est souvent perçue comme déséquilibrée, ou en tout cas mal adaptée aux réalités économiques actuelles. Les procédures sont jugées coûteuses, lentes, émotionnellement épuisantes. Dans ces conditions, garder un bien vide devient, pour certains, un moindre risque.

C'est pourtant là que se trouve un puissant levier. Un marché locatif plus fluide, mieux sécurisé juridiquement, pourrait rapidement remettre en circulation des milliers de logements. Cela soulagerait la pression sur les loyers, redonnerait confiance aux investisseurs modestes et créerait un pont naturel entre location et accession à la propriété. Réformer le locatif, ce n'est pas favoriser un camp contre l'autre. C'est restaurer une confiance minimale, indispensable à toute dynamique immobilière saine.



Mais, il faut aussi parler du foncier. Dans de nombreux projets, le terrain représente jusqu'à soixante pour cent du coût total. Tant que ce poste reste élevé, toute politique de baisse durable des prix restera limitée. Les dispositifs fiscaux existants, comme la taxe sur les terrains non bâtis, ont eu un impact réel mais insuffisant. La rétention foncière demeure un réflexe, parfois rationnel, souvent spéculatif.

Le contexte macroéconomique offre néanmoins des signaux encourageants. Les transferts des Marocains résidant à l'étranger restent solides. Les investissements directs étrangers ne se sont pas effondrés. Le tourisme reprend des couleurs, l'automobile et l'agroalimentaire continuent de tirer la croissance. Même le climat, sujet longtemps sous-estimé, joue un rôle dans la perception globale de stabilité.

Dans ce paysage, 2025 apparaît moins comme une année de rupture que comme une année de transition. Les acteurs ajustent leurs positions. Les plus pressés vendent. Les plus patients attendent. Les professionnels sérieux, eux, travaillent autrement : plus de conseil, plus de pédagogie, moins de promesses faciles.

L'anticipation est claire sur le terrain : 2026 devrait être plus fluide que 2025. Non pas parce que les prix exploseront, mais parce que les attentes devraient enfin se réaligner. Un marché immobilier n'a pas besoin d'euphorie permanente pour fonctionner. Il a besoin de visibilité, de règles claires et d'un minimum de confiance partagée.

Dire que tout va bien serait faux. Dire que tout va mal serait tout aussi trompeur.

L'immobilier marocain, et en particulier le locatif, traverse un moment d'ajustement profond. Un moment inconfortable, parfois frustrant, mais nécessaire.

Pour les propriétaires, c'est l'occasion de repenser la mise en valeur de leurs biens et d'intégrer une logique de rendement réaliste plutôt que spéculatif. Pour les locataires, l'espoir réside dans une réforme juridique qui redonnera de l'oxygène à l'offre. Pour les pouvoirs publics, le chantier est clair : sécuriser sans rigidifier, encourager sans subventionner à l'aveugle, réguler sans casser.

En tant qu'agent immobilier, on voit passer des destins, pas seulement des mètres carrés. Des jeunes couples qui hésitent. Des MRE qui veulent investir sans se tromper. Des retraités qui comptent sur un loyer pour compléter leurs revenus. L'immobilier n'est jamais qu'un marché. Il est aussi un miroir social.

2025 ne sera sans doute pas l'année des records. Elle pourrait être celle de la lucidité retrouvée. Et, dans l'immobilier, la lucidité est souvent le meilleur prélude à une croissance plus saine.



WOLIZ ET SANLAM MAROC : UN TOURNANT MAJEUR POUR LA DIGITALISATION DU COMMERCE DE PROXIMITÉ AU MAROC GRÂCE À 2,2 M\$ D'INVESTISSEMENT

Dans un contexte économique marocain en pleine mutation, la fintech Woliz, jeune pousse marocaine, vient de franchir une étape déterminante. En levant 2,2 millions de dollars en financement pré-seed auprès de Sanlam Maroc, elle ouvre la voie à une transformation numérique profonde du commerce de proximité, secteur stratégique encore largement informel mais vital pour le tissu économique quotidien des familles marocaines. Cette dynamique traduit à la fois une confiance accrue des investisseurs dans l'innovation locale et une réponse structurée aux défis d'inclusion financière et d'efficacité opérationnelle.

Le commerce de proximité épiceries, petits magasins de quartier et points de services est souvent brossé sous le simple angle de la tradition. Mais pour beaucoup de Marocains, il représente avant tout une infrastructure économique essentielle, ancrée dans la vie quotidienne et créatrice d'emplois locaux. C'est précisément ce constat qui a poussé Sanlam Maroc à miser sur Woliz, convaincu que l'innovation technologique peut être un levier de croissance durable pour ces acteurs encore trop peu outillés numériquement.

Lancé dans un contexte où le secteur entrepreneurial marocain gagne en maturité, ce financement est également la première prise de participation de Sanlam Maroc dans une start-up locale, ce qui en dit long sur l'appétit croissant des investisseurs institutionnels pour les solutions tech nationales à fort impact.

Un financement stratégique au service du terrain

Contrairement à certaines levées de fonds spectaculaires dans des secteurs plus visibles comme les fintech grand public ou les plateformes logistiques, l'investissement dans Woliz est loin d'être "tech pour la tech". Il s'agit d'une démarche ciblée sur un segment lourd de sens économique et social : la digitalisation des micro-entreprises de quartier, souvent laissées pour compte.

La plateforme développée par Woliz repose sur une approche technologique intégrée combinant intelligence artificielle, automatisation des processus et valorisation des données. L'ambition est claire : connecter commerçants, distributeurs, institutions financières et consommateurs au sein d'un écosystème numérique unifié, capable de réduire les frictions historiques du commerce de proximité.

Sur le terrain, ce n'est pas seulement une question d'outils digitaux. Pour des commerçants comme M. Aziz, propriétaire d'une épicerie de quartier à Casablanca que j'ai rencontrée récemment, l'enjeu est concret : "Aujourd'hui, je gère encore mes stocks à la main et je passe beaucoup de temps à appeler mes fournisseurs. Une plateforme comme celle-ci pourrait vraiment changer la donne." Cette remarque illustre bien l'écart entre la réalité quotidienne des commerçants et les promesses de la technologie.



Inclusion financière et perspectives d'expansion

Pour Sanlam Maroc, la dimension sociale de l'opération n'est pas accessoire. Renforcer l'inclusion financière des petites unités commerciales souvent exclues des circuits bancaires classiques est un des objectifs affichés du partenariat avec Woliz. Cela va bien au-delà d'une simple modernisation : il s'agit de réduire les inégalités d'accès aux services financiers et d'intégrer durablement ces acteurs dans un système économique plus formel et efficace.

À travers cette initiative, Sanlam Maroc se positionne aussi comme un acteur de l'innovation ouverte, capable d'accompagner des start-ups locales à fort potentiel et de piloter des modèles de croissance durable et partagé.

Du côté de Woliz, le fondateur Kamal El Hardouzi voit plus loin encore : "Notre ambition est de transformer ce réseau fragmenté en un système connecté et intelligent, créateur de valeur pour tous les acteurs." Cette vision repose sur l'idée que le Maroc peut devenir un hub pour un modèle exportable vers d'autres marchés africains, où les défis du commerce de proximité sont similaires.

Cette levée de fonds, loin d'être un simple jalon financier, est l'expression d'un paradigme nouveau dans l'écosystème marocain : l'innovation locale n'est plus un élément périphérique, mais une réponse concrète à des enjeux structurels. Pour les lecteurs marocains jeunes entrepreneurs, commerçants, investisseurs ou simples citoyens c'est un signal fort : la technologie peut être mise au service du réel, en conciliant inclusion, performance et durabilité. Dans un pays où le commerce de proximité fait vivre des millions de foyers, Woliz et Sanlam Maroc posent ensemble une pierre significative vers un avenir plus connecté et plus équitable.



La société de développement Saïdia a signé un accord stratégique avec TUI France, leader mondial du tourisme. Ce partenariat marque une étape clé dans le positionnement international de Saïdia Mediterranea et s'inscrit dans une stratégie plus large de structuration de l'offre touristique marocaine à forte valeur économique et territoriale.

CAN 2025, L'ASPIRATEUR AMÉRICAIN SOUS LA PELOUSE DES STADES MAROCAINS

Un partenariat stratégique à forte portée économique

La société de développement Saïdia, détenue conjointement par Madaëf, branche tourisme du groupe CDG, et Ithmar, fonds souverain marocain, annonce la signature d'un accord stratégique avec TUI France. Derrière cette alliance, c'est une logique économique assumée qui se dessine : renforcer la visibilité de Saïdia Mediterranea sur les marchés européens et consolider son attractivité auprès des grands opérateurs du tourisme international.

Dans un contexte de concurrence accrue entre destinations balnéaires, l'appui d'un acteur de référence comme TUI France constitue un levier structurant. La société de développement souligne que ce partenariat permet

celle de la montée en gamme des infrastructures sportives, à quelques années du Mondial 2030. Les épisodes pluvieux de l'hiver, parfois intenses et concentrés, ont ravivé de mauvais souvenirs : pelouses dégradées, matchs poussifs, critiques internationales. Dans ce cadre, SubAir apparaît comme une assurance tous risques. Un match peut se jouer, même sous une pluie battante. La télévision est servie. L'image du pays aussi.

Mais l'enquête technologique révèle rapidement l'envers du décor. D'abord, le coût. Installer un système SubAir représente plusieurs millions de dirhams par stade, sans compter la maintenance, l'énergie consommée, les pièces importées et la dépendance à des compétences spécialisées. Ensuite, la sélectivité. Cette technologie ne concerne que quelques enceintes premium. Elle ne règle rien pour les terrains d'entraînement, les stades secondaires ou le football amateur, qui restent exposés aux mêmes vulnérabilités structurelles.



Plus encore, SubAir n'est pas une solution miracle. Des agronomes du sport le rappellent : un mauvais sol restera un mauvais sol, même aspiré. La technologie ne compense ni une conception déficiente, ni un choix de substrat inadapté, ni une gestion quotidienne approximative. Elle amplifie ce qui fonctionne déjà. Dans les pays où elle est utilisée depuis longtemps, SubAir est un outil de finition, pas une béquille permanente.

La question devient alors politique et stratégique. Faut-il investir dans des technologies de pointe pour sécuriser quelques rendez-vous internationaux, ou privilégier une approche plus systémique : formation des jardiniers, filière locale du gazon sportif, amélioration des réseaux de drainage urbain autour des stades, anticipation climatique ? Le débat dépasse largement le rectangle vert. Il touche à la manière dont un pays arbitre entre vitrine et résilience.

Il y a aussi la question de la souveraineté technologique. SubAir est américain, breveté, contrôlé. Son fonctionnement repose sur des automates, des capteurs, des logiciels, souvent accompagnés de contrats de support. En cas de panne majeure ou de rupture logistique, la dépendance est réelle. Dans un monde où les infrastructures critiques sont de plus en plus politisées, ce détail n'en est pas un.

Pour autant, réduire SubAir à un gadget de luxe serait simpliste. Dans un calendrier sportif tendu, avec des enjeux financiers et médiatiques considérables, la capacité à garantir la jouabilité d'un terrain est devenue stratégique. Les grandes compétitions internationales ne pardonnent pas l'improvisation. À ce niveau, la technologie achète du temps, de la fiabilité et une forme de tranquillité d'esprit.

La CAN 2025 servira donc de test grandeur nature. Si les terrains tiennent, si les images circulent sans polémique, SubAir consolidera son statut d'allié discret mais décisif. Si, au contraire, la météo ou l'usure démentent les promesses, la question du "tout technologique" reviendra brutalement sur la table.

Sous la pelouse des stades marocains, il n'y a pas seulement des drains et des turbines. Il y a un choix de modèle. Celui d'un sport-spectacle sécurisé par l'ingénierie, ou celui d'un investissement plus diffus, moins spectaculaire, mais potentiellement plus durable. L'aspirateur américain, lui, a déjà fait son entrée. Reste à savoir s'il restera un outil parmi d'autres, ou le symbole d'une dépendance assumée.



INDUSTRIE TEXTILE : FÈS-MEKNÈS AU CŒUR DE LA RÉINDUSTRIALISATION AVEC UN INVESTISSEMENT CHINOIS DE 1,4 MILLIARD DE DIRHAMS

La région de Fès-Meknès franchit un cap industriel majeur. Avec le lancement officiel du projet « Euwen Textiles », filiale du groupe chinois Sunrise, le Maroc renforce sa stratégie de réindustrialisation tout en consolidant le textile comme levier d'emplois, de souveraineté productive et d'attractivité territoriale.

Un signal fort pour l'investissement industriel régional

Mercredi, dans la zone industrielle de Ben Souda à Fès, les autorités marocaines ont procédé au lancement officiel du projet « Euwen Textiles ». Porté par un investissement global d'environ 1,4 milliard de dirhams, ce projet industriel devrait permettre la création de près de 3.000 emplois directs. Un chiffre significatif qui confirme le rôle central de l'industrie dans la dynamique de développement régional.

La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques, Karim Zidane, et du ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, aux côtés du Wali de la région Fès-Meknès, gouverneur de la préfecture de Fès, Khalid Aït Taleb, ainsi que de plusieurs responsables territoriaux. Cette mobilisation institutionnelle reflète l'importance stratégique accordée à ce projet.

Une chaîne de valeur textile entièrement intégrée

Le projet Euwen Textiles vise la mise en place d'une chaîne de production intégrée couvrant l'ensemble des maillons du textile : fourniture de fil et de tissus, tissage, teinture, impression textile et confection de vêtements prêts-à-porter. Cette approche industrielle intégrée constitue un changement de paradigme pour le secteur textile marocain.

En réduisant la dépendance aux importations et en limitant les ruptures de chaîne logistique, cette organisation permet d'optimiser les coûts, de raccourcir les délais de production et d'améliorer la compétitivité des entreprises locales. Elle renforce également la capacité du Maroc à répondre directement aux commandes internationales, sans intermédiaires, dans un secteur marqué par une forte concurrence mondiale.

Fès-Meknès, un pôle industriel en consolidation

Au-delà de sa dimension industrielle, le projet s'inscrit dans une vision territoriale plus large. Il conforte la position de la région Fès-Meknès comme pôle industriel régional de premier plan et comme espace attractif pour les investissements productifs à forte valeur ajoutée sociale.

La création d'emplois durables apparaît ici comme un levier central de développement économique et territorial. Ce projet s'insère dans la continuité de la politique nationale de soutien à l'investissement industriel, visant à renforcer la base productive du pays et à encourager une répartition plus équilibrée de la croissance entre les régions.

Un partenariat Maroc-Chine inscrit dans la durée

La convention d'investissement relative à ce projet a été signée le 20 mars 2025 à Rabat, sous la présidence du Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, en présence de plusieurs ministres et hauts responsables. Cet accord illustre la solidité du partenariat stratégique entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.

Fondée sur la vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et du président chinois Xi Jinping, cette coopération économique se traduit par des projets concrets, productifs et créateurs d'emplois, inscrits dans une logique de développement durable et mutuellement bénéfique.

Avec Euwen Textiles, la région Fès-Meknès ne se contente pas d'accueillir un nouvel investissement industriel. Elle s'impose comme un acteur clé de la réindustrialisation nationale, où l'industrie textile retrouve un rôle stratégique au service de l'emploi, de la compétitivité et de la souveraineté économique du Maroc.



By Lodj

ويب
راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

ASSURANCES AU MAROC : DES FONDAMENTAUX SOLIDES DANS UN ENVIRONNEMENT FINANCIER PORTEUR

Réunis à Rabat sous l'égide de Bank Al-Maghrib, les membres du Comité de coordination et de surveillance des risques systémiques (CCSRS) livrent un constat sans ambiguïté : le secteur marocain des assurances traverse une phase de consolidation robuste, soutenue par une croissance régulière de l'activité, une rentabilité en amélioration et une solvabilité confortable, dans un contexte financier et boursier particulièrement favorable.

Le secteur des assurances continue d'afficher des fondamentaux solides, selon les conclusions de la vingt-deuxième réunion du CCSRS tenue au siège de Bank Al-Maghrib. À fin octobre 2025, les primes émises ont atteint 53,6 milliards de dirhams, en hausse de 8,1 % en glissement annuel. Cette progression concerne aussi bien la branche non-vie, qui enregistre une croissance de 7,9 %, que la branche vie, en augmentation de 8,3 %. Une dynamique qui traduit la résilience du secteur et la poursuite de la demande, tant du côté des ménages que des entreprises.

Sur le plan financier, les indicateurs confirment cette trajectoire positive. Le portefeuille des placements des compagnies d'assurances s'est apprécié de 5 %, pour s'établir à 257,9 milliards de dirhams. Mais c'est surtout l'évolution des plus-values latentes qui retient l'attention. Celles-ci ont bondi de 71,6 % par rapport à fin 2024, atteignant 63,6 milliards de dirhams. Une progression qualifiée d'exceptionnelle, largement portée par la bonne tenue du marché boursier et par la baisse des taux, deux facteurs qui ont mécaniquement soutenu la valorisation des actifs financiers.

Cette performance se reflète directement dans les résultats. Le résultat net du secteur s'est amélioré de 13,4 % en glissement annuel, bénéficiant principalement de la solidité de l'activité financière. Un signal positif, dans un environnement où la rentabilité demeure un enjeu central pour la pérennité des acteurs et la protection des assurés.

Du côté prudentiel, le CCSRS souligne que la solvabilité moyenne du secteur reste largement supérieure au minimum réglementaire requis par le référentiel en vigueur. Un élément clé dans l'analyse du risque systémique, alors que les assurances jouent un rôle croissant dans le financement de l'économie et la stabilité du système financier marocain.

Le contexte boursier renforce ce tableau favorable. À la Bourse de Casablanca, l'indice MASI affiche, à fin décembre 2025, une progression annuelle de 28,2 %. La capitalisation boursière a, quant à elle, bondi de 38 %, pour atteindre 1 039,7 milliards de dirhams. La volatilité du marché a légèrement reculé au second semestre, tandis que le ratio de liquidité a poursuivi sa tendance haussière, traduisant une meilleure profondeur du marché.

Sur le marché obligataire, la tendance baissière des taux s'est globalement maintenue en 2025. Les émissions de bons du Trésor se sont élevées à 154,6 milliards de dirhams à fin novembre. Parallèlement, les émissions de dette privée ont atteint 100,3 milliards de dirhams, portant l'encours total à 296,7 milliards de dirhams.

Dans un paysage financier marqué par une conjoncture globalement favorable, le secteur marocain des assurances confirme son rôle de pilier de la stabilité financière. Des performances solides, mais qui rappellent aussi l'importance d'une vigilance continue, à mesure que le secteur gagne en taille, en complexité et en responsabilités au sein de l'économie nationale.



BCP RENFORCE SON ANCRAGE AFRICAIN EN PRENANT LE CONTRÔLE TOTAL D'ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL

En finalisant, le 24 décembre 2025, l'acquisition de l'intégralité du capital d'Atlantic Business International (ABI) pour 1,88 milliard de dirhams, le Groupe Banque Centrale Populaire (BCP) franchit une étape stratégique majeure. Derrière cette opération, se dessine une ambition claire : consolider une présence bancaire marocaine durable et structurante en Afrique subsaharienne.

Le Groupe Banque Centrale Populaire détient désormais 100 % du capital social et des droits de vote d'Atlantic Business International, après le rachat des parts encore détenues par le fonds panafricain Development Partners International (DPI). Cette prise de contrôle total n'est pas anodine. Elle s'inscrit dans une trajectoire mûrement réfléchie, celle d'un groupe bancaire marocain qui a fait de l'Afrique un pilier central de sa stratégie de croissance.

Une plateforme régionale au cœur de l'Afrique de l'Ouest

Présent dans 32 pays à travers le monde, le Groupe BCP s'appuie sur ABI comme tête de pont historique dans l'espace UEMOA. La plateforme régionale regroupe des activités bancaires, d'assurance et de gestion d'actifs dans neuf pays d'Afrique subsaharienne. Elle opère à travers dix banques commerciales, parmi lesquelles Banque Atlantique, BIA Niger ou encore la Banque Populaire Maroc-Guinéenne, ainsi que quatre compagnies d'assurances implantées en Côte d'Ivoire et au Togo.

Les chiffres illustrent le poids réel de cet ensemble. Au 30 juin 2025, ABI affichait un encours de crédits de 38,9 milliards de dirhams et servait près de 885 000 clients. Dans un environnement bancaire ouest-africain de plus en plus concurrentiel, le groupe se positionne au cinquième rang du secteur, un classement qui confère à BCP une crédibilité régionale solide, mais aussi des responsabilités accrues.



Gouvernance, cohérence et efficacité opérationnelle

En reprenant l'intégralité des parts d'ABI, le Groupe BCP gagne avant tout en lisibilité stratégique. Le contrôle total permet une gouvernance unifiée, une meilleure allocation des ressources et une intégration plus poussée des filiales. Dans le secteur bancaire africain, souvent fragmenté et exposé à des contraintes réglementaires hétérogènes, cette cohérence constitue un avantage compétitif décisif.

Cette opération doit également favoriser les synergies commerciales et opérationnelles entre les entités du groupe, tout en renforçant les standards de gestion des risques et de conformité. Un enjeu clé, à l'heure où les exigences prudentielles et de transparence se renforcent sur l'ensemble du continent.

Un rôle assumé dans le financement du développement

Au-delà de la performance financière, l'acquisition d'ABI traduit la volonté du Groupe BCP de jouer un rôle moteur dans l'inclusion financière et le financement des économies africaines. En renforçant son emprise sur cette plateforme régionale, la banque marocaine se donne les moyens de mieux accompagner les PME, les projets structurants et les initiatives locales dans des zones à fort potentiel économique.

Avec le contrôle total d'Atlantic Business International, le Groupe BCP ne se contente pas de consolider une présence. Il affirme une vision : celle d'une banque marocaine capable de s'inscrire durablement dans le paysage financier africain, en conjuguant performance, responsabilité et ambition continentale. Une stratégie qui, au-delà des chiffres, engage la crédibilité du Maroc comme acteur bancaire de référence en Afrique.

CE PAYS PASSE À L'EURO, IL S'AGIT DE LA BULGARIE.

Le pays se prépare officiellement à adopter l'euro, qui remplacera le lev bulgare. Dans ce cadre, les autorités ont lancé la distribution de « kits de démarrage » en euros, composés de pièces de la nouvelle monnaie, afin de familiariser la population avant le basculement définitif.

Ce passage à l'euro s'inscrit dans une trajectoire longue et parfois contestée.

Depuis le début du mois de décembre, des files d'attente se forment devant la Banque nationale de Bulgarie et ses antennes régionales. Ces kits, vendus à leur valeur faciale, permettent aux citoyens de manipuler les pièces, d'en reconnaître les valeurs et d'anticiper les usages quotidiens. Une pédagogie monétaire assumée, destinée à limiter la confusion et les abus au moment du changement.

Ce passage à l'euro s'inscrit dans une trajectoire longue et parfois contestée. La Bulgarie, membre de l'Union européenne depuis 2007, remplit progressivement les critères de convergence exigés par la zone euro. Le calendrier a été repoussé à plusieurs reprises, notamment en raison de l'inflation et des débats politiques internes, mais l'objectif est désormais clairement affiché.

Pour Sofia, l'enjeu dépasse la monnaie. L'adoption de l'euro est présentée comme un signal de stabilité économique, un levier d'attractivité pour les investisseurs et un pas supplémentaire vers une intégration européenne complète. À charge, les critiques pointent la crainte d'une hausse des prix, une perte de souveraineté monétaire et un pouvoir d'achat fragilisé pour les ménages les plus modestes.

L'expérience d'autres pays montre toutefois que le choc dépend largement de la préparation, du contrôle des prix et de la confiance accordée aux institutions. Les kits de pièces, symboliques mais très concrets, traduisent cette volonté d'accompagner le changement plutôt que de l'imposer brutalement.

En clair, la Bulgarie entre dans la dernière ligne droite. Et comme souvent en Europe, le passage à l'euro n'est pas qu'une affaire de monnaie : c'est un test politique, social et psychologique à l'échelle d'un pays.



L'OR BAT UN RECORD HISTORIQUE À 4.500 DOLLARS L'ONCE

Mercredi 24 décembre 2025, l'or a franchi pour la première fois le cap des 4.500 dollars l'once. Dans un contexte de tensions géopolitiques et d'anticipation d'assouplissement monétaire aux États-Unis, le métal précieux attire tous les regards.

Une envolée impressionnante des métaux précieux

Le métal jaune a grimpé jusqu'à 4.519,78 dollars l'once (31,1 grammes), marquant une hausse de plus de 70% depuis le début de l'année.

Mais l'or ne fait pas cavalier seul : l'argent et le cuivre ont eux aussi atteint de nouveaux sommets, tandis que le platine atteint son niveau le plus haut depuis mai 2008.

Bref, une véritable ruée vers les métaux, à regarder comme un match de foot haletant où chaque pièce compte !

Les raisons derrière ce boom de l'or

Cette explosion des prix ne tombe pas du ciel. Les investisseurs se réfugient vers l'or et les autres métaux précieux face aux incertitudes géopolitiques persistantes.

La situation mondiale, entre tensions et conflits potentiels, pousse chacun à chercher une valeur stable.

À cela s'ajoute le contexte économique américain : les marchés anticipent de nouvelles baisses de taux par la Réserve fédérale en 2026, après des données montrant un ralentissement de l'inflation et un affaiblissement du marché du travail.

Pour simplifier : moins de coûts d'emprunt = plus d'envie d'investir dans des valeurs refuges.

Ce que cela signifie pour les investisseurs et le Maroc

Au Maroc, où l'or reste un symbole culturel et un refuge financier pour beaucoup de ménages, cette flambée ne passe pas inaperçue.

Les bijoutiers et les investisseurs locaux suivent la tendance internationale avec attention. Acheter maintenant ? Attendre encore ? La question fait déjà débat dans les cafés de Casablanca ou Rabat.

Pour le Maroc, l'impact se ressent aussi dans l'importation de métaux précieux, la valeur des investissements, et même sur certaines pratiques d'épargne traditionnelles.

Argent, cuivre et platine suivent la tendance

La tendance n'est pas limitée à l'or. Les autres métaux précieux connaissent des niveaux records, ce qui pourrait annoncer un cycle haussier prolongé pour l'ensemble des actifs refuges.

Les experts internationaux suivent de près, comme nous suivrions un nouveau blockbuster au cinéma.

L'or a repris sa couronne

Alors que l'or tutoie des sommets historiques, la question reste ouverte : jusqu'où peut aller la hausse ?

Les investisseurs marocains et internationaux devront garder un œil sur la Fed, la géopolitique et les indicateurs économiques mondiaux. Une chose est sûre : l'or a repris sa couronne, et le show ne fait que commencer.



SAHAM PAIEMENTS RENFORCE SA POSITION DANS LES PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES EN REPRENANT UNE PARTIE DU PORTEFEUILLE DU CMI

Le paysage des paiements électroniques au Maroc poursuit sa mue. Saham Paiements, filiale de Saham Bank spécialisée dans les transactions par carte, s'apprête à reprendre une partie du portefeuille commerçants du Centre Monétique Interbancaire (CMI). Une opération emblématique de l'ouverture progressive du marché à la concurrence, sur fond d'innovation et de recomposition des équilibres historiques.

Une opération révélatrice d'un marché en transition

L'annonce, faite par Saham Bank dans un communiqué, ne passe pas inaperçue. La reprise d'une partie du portefeuille commerçants du CMI par Saham Paiements s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation du marché des paiements électroniques au Maroc. Longtemps structuré autour d'un acteur central, le secteur s'ouvre désormais à une concurrence accrue entre les établissements de paiement, encouragée par les autorités de régulation.

Cette évolution vise un objectif clair : diversifier les offres, stimuler l'innovation et améliorer la qualité des services proposés aux commerçants. Dans un pays où le paiement par carte progresse mais reste encore en deçà de son potentiel, la bataille se joue autant sur les prix que sur la simplicité des solutions et la proximité avec les utilisateurs finaux.

Un levier stratégique pour Saham Paiements

Pour Saham Paiements, cette acquisition en cours constitue un levier stratégique majeur. Elle permet à la filiale de Saham Bank de renforcer rapidement sa présence sur le segment de l'acceptation monétique, en élargissant sa base de commerçants affiliés. L'enjeu dépasse la seule croissance commerciale : il s'agit de s'imposer comme un acteur crédible face à des opérateurs historiquement installés.

L'entreprise propose déjà des solutions couvrant aussi bien les paiements via Terminaux de Paiement Électroniques (TPE) que les transactions en e-commerce. En intégrant une partie des contrats du CMI, Saham Paiements ambitionne d'accélérer le déploiement de solutions modernes, pensées pour répondre aux besoins de différents segments de marché, des petits commerçants aux structures plus organisées.

Innovation, transparence et valeur ajoutée pour les commerçants

Au-delà de l'opération elle-même, le discours porté par Saham Paiements insiste sur un changement de paradigme. « L'évolution du marché de l'acceptation monétique ouvre une nouvelle ère pour les solutions de paiement au Maroc », affirme Mohamed El Morabit, directeur général de Saham Paiements. Selon lui, la reprise d'une partie des contrats du CMI offre surtout l'opportunité d'accompagner cette transition avec une approche centrée sur la valeur ajoutée, l'innovation et la transparence.

Ce positionnement répond à une attente réelle des commerçants, souvent confrontés à des offres perçues comme rigides ou peu lisibles. Dans un contexte de digitalisation accélérée de l'économie, la qualité de l'expérience de paiement devient un facteur de compétitivité à part entière.

En s'engageant dans cette opération, Saham Paiements confirme sa volonté de peser durablement dans un secteur en pleine recomposition. Plus qu'un simple transfert de portefeuille, cette initiative illustre les mutations profondes du marché des paiements électroniques au Maroc, où la concurrence, si elle est bien encadrée, pourrait devenir un moteur de modernisation au service des commerçants et de l'économie formelle.

SAHAM PAIEMENTS



LODj

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



MAROC – BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT : CE QUE RÉVÈLE VRAIMENT LA PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE PAYS

Derrière les montants engagés et les projets affichés, la performance réelle des financements internationaux mérite d'être examinée sans fard. La dernière revue du portefeuille pays du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) consacrée au Maroc dresse un état des lieux nuancé : des avancées tangibles, mais aussi des lenteurs persistantes qui interrogent l'efficacité de l'action publique et la capacité d'absorption des projets structurants.

Au moment de la revue, le portefeuille de la BAD au Maroc se caractérise par un volume conséquent d'opérations actives, couvrant des secteurs stratégiques tels que les infrastructures, l'énergie, l'eau, l'agriculture, ainsi que l'appui aux réformes de gouvernance et de développement social. Le document souligne que le Maroc demeure l'un des partenaires majeurs de la Banque en Afrique du Nord, avec un portefeuille aligné sur les priorités nationales de développement et les orientations du Nouveau Modèle de Développement.

Sur le plan strictement quantitatif, la performance globale du portefeuille est jugée satisfaisante, mais sans être exempte de fragilités. Le taux de décaissement, indicateur clé de l'efficacité de mise en œuvre, progresse de manière modérée, reflétant à la fois des améliorations dans la gestion de certains projets et des retards récurrents dans d'autres. Ces lenteurs sont principalement attribuées, selon la revue, à la complexité des procédures, aux délais de passation des marchés et à des capacités institutionnelles parfois inégales entre les acteurs impliqués.

Un point revient avec insistance : la maturité des projets en amont. Plusieurs opérations ont souffert d'une préparation insuffisante, entraînant des ajustements en cours d'exécution, des révisions de calendriers, voire des restructurations. « La qualité à l'entrée reste un déterminant central de la performance », note le rapport, qui appelle à renforcer les études préalables et la coordination interinstitutionnelle dès les phases initiales.

Pour autant, la revue ne se limite pas à un constat critique. Elle met en avant des résultats probants dans des secteurs jugés prioritaires pour la résilience économique et sociale du Royaume. Les projets liés à l'eau et à l'assainissement, à l'énergie renouvelable et à l'appui aux réformes sectorielles montrent des impacts mesurables, en cohérence avec les engagements du Maroc en matière de développement durable et de transition climatique. À titre d'exemple, l'intégration transversale du climat et de la durabilité est désormais mieux prise en compte dans la conception des opérations.

Le document insiste également sur la nécessité d'une appropriation renforcée par les parties nationales. La performance ne dépend pas uniquement des bailleurs, mais de la capacité des administrations et des maîtres d'ouvrage à piloter efficacement les projets, à anticiper les risques et à arbitrer rapidement. À ce titre, la BAD recommande un suivi plus rigoureux, des mécanismes de reporting simplifiés et un accompagnement ciblé des unités de gestion de projets.

En filigrane, cette revue pose une question centrale pour le débat public marocain : comment transformer des financements importants en résultats concrets, visibles et durables pour les citoyens ? La réponse passe moins par l'accumulation de projets que par une exigence accrue de qualité, de coordination et de responsabilité.

La performance du portefeuille pays de la Banque africaine de développement au Maroc n'est ni un échec ni un satisfecit automatique. Elle reflète un pays engagé dans des réformes profondes, mais encore confronté aux défis très concrets de l'exécution. Un rappel utile : en matière de développement, l'efficacité se joue souvent loin des annonces, dans la rigueur quotidienne de la mise en œuvre.



INCLUSION FINANCIÈRE, ENTREPRENEURIAT FÉMININ ET FEMMES RURALES : DAMANE CASH ET SES PARTENAIRES DÉPLOIENT LE PROGRAMME NOUARA À MARRAKECH-SAFI

Dans un contexte où l'inclusion financière reste un défi majeur en milieu rural, Damane Cash, en partenariat avec la Fondation Zakoura, GIZ WoMENA et la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière, lance le programme « Nouara ». Une initiative ciblée, pensée pour renforcer l'autonomie économique des femmes rurales de la région Marrakech-Safi, en misant sur l'éducation financière et l'entrepreneuriat de proximité.

Une réponse concrète aux freins persistants de l'inclusion financière

Le programme Nouara s'adresse à 1.500 femmes rurales de la région Marrakech-Safi. Derrière ce chiffre, une réalité bien connue sur le terrain : l'accès limité aux services financiers formels continue de freiner l'émancipation économique des femmes en zones éloignées. Gestion du budget familial, épargne, assurance ou simple compréhension des services financiers restent souvent hors de portée, faute d'accompagnement adapté.

C'est précisément sur ces angles morts que Nouara entend intervenir. Le dispositif repose sur une approche pragmatique, ancrée dans les réalités locales, combinant formation, accompagnement et accès à des services financiers de base. L'objectif n'est pas seulement de transmettre des notions théoriques, mais de permettre aux bénéficiaires de mieux structurer leurs choix économiques au quotidien.

Deux volets complémentaires, une même logique d'autonomisation

Le programme s'articule autour de deux axes principaux. Le premier concerne la sensibilisation aux finances personnelles. Des modules spécifiques abordent la gestion budgétaire, l'épargne, l'assurance et l'usage des services financiers, avec un langage accessible et des exemples concrets issus du vécu des participantes.

Le second volet cible plus directement l'entrepreneuriat local. Il concerne 200 femmes bénéficiaires et propose un accompagnement dédié à la création ou au développement d'activités génératrices de revenus. Les formations couvrent des notions essentielles : gestion d'activité, suivi de trésorerie, compréhension des mécanismes de financement et utilisation d'outils de paiement digitaux. Une manière de lever, progressivement, les barrières techniques qui limitent l'initiative économique féminine en milieu rural.

Une mobilisation partenariale aux rôles clairement définis

Chaque acteur engagé dans Nouara intervient selon son expertise. Damane Cash agit sur l'accessibilité aux solutions financières de proximité. GIZ WoMENA apporte un appui technique centré sur l'autonomisation économique des femmes. La Fondation Zakoura pilote la mise en œuvre opérationnelle sur le terrain, au plus près des communautés concernées. Quant à la Fondation Marocaine pour l'Éducation Financière, elle conçoit les contenus pédagogiques, en s'appuyant sur les normes de l'OCDE, adaptées au contexte marocain. Cette complémentarité constitue l'un des atouts du programme, en évitant les approches fragmentées souvent observées dans les projets d'inclusion financière.

Une dynamique locale au service d'un enjeu national

Au-delà de Marrakech-Safi, Nouara s'inscrit dans une réflexion plus large sur le rôle des femmes rurales dans le développement économique local. Actrices centrales de l'économie domestique, elles restent pourtant sous-représentées dans les circuits financiers formels. En misant sur l'éducation financière et le soutien à l'initiative économique féminine, le programme cherche à créer des effets durables, à l'échelle des territoires.

Sans discours grandiloquent, Nouara illustre une approche pragmatique de l'inclusion financière : partir des besoins réels, outiller les femmes rurales et leur donner les moyens de transformer leurs projets en leviers économiques concrets. Une dynamique discrète, mais essentielle, pour une croissance plus inclusive et territorialisée.



FEC MOBILISE 2 MILLIARDS DE DIRHAMS POUR RENFORCER LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le Fonds d'Équipement Communal (FEC) a bouclé, du 10 au 12 décembre 2025, une émission obligataire de 2 milliards de dirhams. Une opération réussie, marquée par une sursouscription notable, qui confirme la confiance du marché et renforce le rôle du FEC comme pilier du financement des collectivités territoriales marocaines.

Une opération financière bien accueillie par les investisseurs

Dans un contexte de prudence sur les marchés, le FEC a su capter l'attention des investisseurs institutionnels. L'émission, réalisée par appel public à l'épargne, a affiché un taux de sursouscription de 1,48. Un signal clair : la signature du FEC reste perçue comme solide, portée par un modèle éprouvé et un adossement public rassurant.

Les obligations émises sont ordinaires et non cotées. Elles offrent un taux d'intérêt initial de 2,81 %, avec une révision annuelle à compter du 2 février 2027. La maturité est fixée à 15 ans et 45 jours, assortie d'une prime de risque de 50 points de base. Ce montage permet au FEC de sécuriser des ressources longues, tout en conservant une marge de manœuvre face à l'évolution des conditions financières.

Des ressources longues pour des besoins locaux pressants

Au-delà de la mécanique financière, l'enjeu est éminemment territorial. Les fonds levés visent à renforcer la capacité du FEC à financer les projets portés par les collectivités locales, dans un contexte où les besoins explosent alors que les marges budgétaires restent limitées.

Eau potable, assainissement, voirie, équipements communaux, urbanisme ou transition énergétique : derrière ces catégories techniques se cachent des réalités très concrètes. Dans de nombreuses communes, chaque dirham mobilisé conditionne la réalisation ou non de services essentiels. Pour nombre d'élus locaux, le FEC demeure l'un des rares partenaires capables d'offrir un financement structuré, à des conditions soutenables.

Un levier discret mais central de la décentralisation

Cette émission s'inscrit dans une dynamique plus large de montée en puissance du FEC. À fin septembre 2025, l'institution affichait des engagements avoisinant 2,7 milliards de dirhams et des décaissements proches de 1,8 milliard de dirhams, traduisant une demande soutenue des collectivités territoriales.

Le positionnement du FEC dépasse désormais le simple rôle de bailleur. L'institution accompagne aussi les collectivités dans la structuration de projets compatibles avec les Objectifs de Développement Durable, en intégrant les dimensions sociales, environnementales et de gouvernance. Un impératif à l'heure où la performance financière ne peut plus être dissociée de l'impact territorial.

Avec cette levée de 2 milliards de dirhams, le FEC confirme sa capacité à mobiliser le marché au service de l'intérêt général. Une ingénierie financière sobre, parfois invisible, mais essentielle pour transformer la décentralisation en développement tangible sur le terrain.



Le groupe marocain Akdital engage une nouvelle étape décisive de son développement international. En annonçant la signature d'un protocole d'accord pour l'acquisition de 100 % de Taoufik Hospitals Group (THG), pour un montant de 90 millions de dollars, l'opérateur de santé privé confirme son ambition régionale. Cette opération, encore soumise aux autorisations réglementaires, éclaire aussi les mutations profondes du secteur hospitalier privé en Afrique du Nord.

Une opération structurante au cœur du Maghreb

Dans un communiqué officiel, Akdital a confirmé son intention de racheter l'intégralité du capital de Taoufik Hospitals Group, acteur de référence du privé en Tunisie. Fondé en 2014, THG exploite aujourd'hui quatre établissements hospitaliers, totalisant plus de 600 lits, dont 100 dédiés à la réanimation. Le groupe s'appuie sur 1 600 collaborateurs et un réseau de plus de 500 médecins partenaires, un socle humain qui lui permet de couvrir une large palette de soins spécialisés.

Cette acquisition, si elle est finalisée, constituera la première implantation d'Akdital en Afrique du Nord hors Maroc, après des incursions ciblées au Moyen-Orient, notamment à Riyad et à La Mecque. Pour un groupe longtemps concentré sur le marché national, le pas est symbolique. Et stratégique.

Des performances financières solides et vérifiées

Sur le plan économique, les fondamentaux de THG expliquent l'intérêt d'Akdital. En 2024, le groupe tunisien a réalisé un chiffre d'affaires consolidé supérieur à 45 millions de dollars, avec une marge d'EBITDA de 35 % et une marge nette de 13 %. Des niveaux de rentabilité élevés pour le secteur hospitalier privé, confirmant la maturité de son modèle.

Les perspectives pour 2025 tablent sur une croissance d'environ 15 %, portée notamment par l'essor de l'oncologie, discipline au cœur des besoins de santé dans la région.

AKDITAL FRANCHIT UNE NOUVELLE FRONTIÈRE : L'ACQUISITION STRATÉGIQUE DE TAOUFIK HOSPITALS GROUP POUR 90 M\$

Les établissements de THG sont par ailleurs reconnus comme des centres d'excellence, couvrant aussi la neurologie, la cardiologie interventionnelle, la traumatologie et la rééducation fonctionnelle, avec des accréditations internationales et locales (HAS, INEAS) attestant de la qualité et de la sécurité des soins.

Une complémentarité médicale et humaine assumée

Au-delà des chiffres, l'opération repose sur une logique de complémentarité. Akdital entend créer une plateforme d'échanges de compétences, favoriser la mobilité des talents médicaux et mutualiser les savoir-faire organisationnels. Dans un secteur où la pénurie de spécialistes est un enjeu régional, cette circulation des compétences n'est pas un détail.

Un cadre du secteur de la santé, rencontré récemment à Casablanca, résumait l'enjeu en une phrase simple : « La croissance n'a de sens que si elle améliore concrètement l'accès aux soins et les standards médicaux. » C'est précisément sur ce terrain qu'Akdital sera attendu.

Une ambition régionale sous regard critique

Pour Akdital, cette acquisition s'inscrit dans une trajectoire déjà dynamique. En 2024, le groupe a dépassé les 2,95 milliards de dirhams de chiffre d'affaires, avec un réseau de 33 établissements au Maroc et plus de 3 700 lits. La montée en puissance de segments à forte valeur ajoutée, comme l'oncologie, alimente une croissance rapide, confirmée en 2025.

Reste un point de vigilance : l'équilibre entre expansion privée et accessibilité des soins. Dans un contexte où la pression sur les systèmes publics demeure forte, l'essor d'acteurs privés régionaux pose la question de la complémentarité, et non de la substitution, avec le service public.

Avec THG, Akdital ne signe pas seulement une acquisition financière : il affirme une vision régionale de la santé privée. Le succès de cette opération se mesurera autant à la création de valeur qu'à sa capacité à répondre, durablement, aux attentes sociales et sanitaires du Maghreb.



Depuis le coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des nations 2025, les premiers effets économiques sont visibles sur le terrain. Afflux de visiteurs, hausse de la consommation, mobilisation accrue des services publics et privés : l'événement agit comme un accélérateur temporaire d'activité. Mais au-delà de l'effervescence immédiate, une interrogation s'impose. La CAN 2025 peut-elle enclencher une dynamique économique durable ou restera-t-elle un simple pic conjoncturel ?

L'impact à court terme est indéniable. La CAN fonctionne comme un concentrateur de dépenses sur une période limitée. Touristes, délégations, médias et supporters génèrent une demande accrue, notamment dans les grandes villes hôtes. Cette dynamique profite en priorité aux secteurs déjà structurés, capables d'absorber rapidement l'augmentation des flux.

Tourisme et services : une opportunité, mais fragile

Le tourisme, l'hôtellerie et la restauration figurent parmi les principaux bénéficiaires. Les taux d'occupation progressent, les restaurants tournent à plein régime et l'offre d'hébergement alternatif capte une part non négligeable de la demande. Pour autant, l'expérience marocaine comme internationale montre que cet effet reste volatil. Sans amélioration durable de la qualité de service et sans stratégie de fidélisation, la fréquentation retombe souvent une fois l'événement terminé.

MAROC: LA CAN 2025 CRÉERA-T-ELLE UNE CROISSANCE DURABLE OU SEULEMENT UN PIC CONJONCTUREL POUR L'ÉCONOMIE MAROCAINE ?

Transport et mobilité sous tension

Les transports, qu'ils soient aériens, ferroviaires ou urbains, connaissent également une intensification notable de l'activité. Cette montée en charge profite aux opérateurs, mais elle met aussi en lumière les contraintes logistiques et organisationnelles. La durabilité de l'impact dépendra de la capacité à transformer cette pression ponctuelle en amélioration structurelle des services, au bénéfice des usagers bien au-delà de la CAN.

Infrastructures : le pari de l'après-événement

Dans le BTP et les infrastructures, l'effet CAN est en grande partie anticipé. Les investissements liés aux stades, aux voiries et aux aménagements urbains ont déjà soutenu l'activité en amont. Le véritable enjeu commence maintenant : éviter que ces équipements ne deviennent sous-utilisés. Leur intégration dans une logique économique et sociale durable conditionne l'héritage réel de la compétition.

Consommation et économie de proximité

La hausse des dépenses irrigue aussi le commerce, la distribution et l'économie de proximité. Grande distribution, petits commerces, restauration rapide et services informels enregistrent un surcroît d'activité. Cette dynamique, bien que souvent absente des statistiques officielles, joue un rôle réel dans le tissu économique local, mais reste par nature conjoncturelle.

En l'état, la CAN 2025 agit comme un choc économique positif, mais temporaire. Sa capacité à générer une croissance durable dépendra moins de l'événement lui-même que des choix faits après. Transformer l'essai suppose de capitaliser sur les infrastructures, d'améliorer durablement les services et d'ancrer les retombées dans l'économie réelle. Sans cela, la CAN restera un moment fort... mais passager, dans la trajectoire économique du Maroc.



Le Maroc accélère sur le front de l'économie numérique. Mercredi 17 décembre à Rabat, le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration, en partenariat avec Tamwilcom, a lancé Startup Venture Building (VB), un nouveau dispositif ambitieux destiné à renforcer l'accompagnement et le financement des start-up marocaines innovantes. Objectif affiché : structurer durablement l'écosystème et faire émerger de véritables champions du digital.

Un continuum de soutien, de l'idée à la croissance

Pensé comme un dispositif intégré, Startup Venture Building couvre l'ensemble du cycle de vie des jeunes pousses, de la phase d'idéation jusqu'à l'accélération. Sur une période de trois ans, plus de 800 start-up devraient bénéficier de ce programme, qui combine accompagnement stratégique, expertise opérationnelle et solutions de financement adaptées à chaque stade de maturité.

Parmi les nouveautés marquantes figure la bourse de vie, un revenu mensuel destiné aux porteurs de projets expérimentés, ainsi qu'une bourse d'incubation pouvant atteindre 200.000 dirhams, dédiée au prototypage et à la validation du marché. Le dispositif prévoit également un prêt d'honneur jusqu'à 500.000 dirhams pour le lancement commercial, et un prêt d'amorçage compris entre 500.000 et 2 millions de dirhams pour accompagner la phase d'accélération.

Répondre au maillon faible de l'écosystème

Si la création de start-up s'est nettement accélérée au Maroc ces dernières années, le passage à l'échelle reste un point de fragilité. Beaucoup de projets peinent à transformer l'innovation en modèle économique viable. C'est précisément ce verrou que Startup Venture Building entend lever, en fédérant plusieurs acteurs nationaux et internationaux de l'accompagnement entrepreneurial.

LE MAROC DÉPLOIE UN DISPOSITIF INÉDIT POUR ACCOMPAGNER PLUS DE 800 START-UP

Le programme s'appuie notamment sur CEED Maroc, Technopark, Flat6Labs, 500 Global ou encore Renew Capital LLC, afin d'assurer un encadrement structuré et crédible.

Un pilier de la stratégie Digital Morocco 2030

Doté de plus de 700 millions de dirhams, Startup Venture Building s'inscrit pleinement dans le Nouveau modèle de développement et dans la stratégie Digital Morocco 2030. L'ambition est claire : créer de la valeur, industrialiser les solutions numériques locales et positionner le Maroc comme un hub régional du digital.

Vers une nouvelle génération de champions numériques

En sécurisant le financement, en professionnalisant l'accompagnement et en facilitant le passage à l'échelle, le Maroc envoie un signal fort à son écosystème. Avec Startup Venture Building, la start-up n'est plus un pari isolé, mais un levier stratégique assumé de la transformation économique du Royaume.



FLASH - ÉCO

Croissance 2025 confirmée, mais prudence pour 2026

Les dernières projections de Bank Al-Maghrib confirment une croissance robuste autour de 5 % pour l'année 2025. Cette dynamique est portée par la reprise de la demande intérieure, l'investissement public et la résilience de certains secteurs exportateurs. Toutefois, la banque centrale alerte sur un possible tassement en 2026, lié aux incertitudes climatiques, à la volatilité des marchés internationaux et au ralentissement attendu chez certains partenaires commerciaux.

L'inflation reste maîtrisée, permettant le maintien du taux directeur à un niveau stable, ce qui soutient le crédit et la consommation. Mais derrière ces chiffres flatteurs, la question de la qualité de la croissance demeure : création d'emplois insuffisante, dépendance aux investissements publics et vulnérabilité face aux chocs exogènes. Une croissance solide, certes, mais encore fragile dans ses fondations structurelles.



Conjoncture : une fin d'année sous tension maîtrisée

À l'approche de la clôture budgétaire, les indicateurs conjoncturels dressent un tableau contrasté. La consommation des ménages se maintient, soutenue par une inflation modérée, tandis que l'investissement public continue de jouer son rôle de stabilisateur. En revanche, certains secteurs restent sous pression, notamment l'agriculture, pénalisée par une pluviométrie irrégulière.

Les analystes notent également un ralentissement de certaines exportations industrielles, lié au contexte international plus incertain. Le Maroc termine donc l'année 2025 sur une trajectoire globalement positive, mais marquée par des fragilités latentes. La question centrale pour 2026 sera la capacité à transformer cette résilience conjoncturelle en dynamique durable, notamment via la montée en gamme industrielle et l'emploi.

Recettes fiscales : l'État fait le plein

Les recettes fiscales marocaines ont franchi un seuil historique en 2025, dépassant les 300 milliards de dirhams sur onze mois. Cette performance s'explique par l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du recouvrement et la reprise de l'activité économique.

L'impôt sur les sociétés et la TVA figurent parmi les principaux moteurs de cette progression, confirmant le retour de marges bénéficiaires dans plusieurs secteurs. Toutefois, cette hausse relance le débat sur l'équité fiscale. Les PME et les ménages supportent-ils une charge disproportionnée ? Le rendement fiscal élevé constitue une bonne nouvelle pour les finances publiques, mais pose la question de la redistribution et de l'efficacité de la dépense publique dans un contexte social encore tendu.



LODJ

 WEB RADIO *By Lodj*

R212

La web
Radio
des
marocains
du monde



WWW.LODJ.MA

Création d'entreprises : dynamique réelle ou effet statistique ?

Selon OMPIC, plus de 80 000 entreprises ont été créées sur les neuf premiers mois de 2025, en nette hausse par rapport à l'an dernier. Commerce, services et BTP concentrent l'essentiel de ces nouvelles immatriculations.

Si cette dynamique témoigne d'un certain regain entrepreneurial, elle masque une réalité plus nuancée : de nombreuses structures restent de très petite taille, faiblement capitalisées et vulnérables. Le taux de survie à trois ans demeure un indicateur clé encore insuffisamment traité. La multiplication des créations ne garantit pas, à elle seule, une transformation économique profonde. Le défi reste l'accompagnement, l'accès au financement et la montée en compétences.



BCP renforce sa stratégie de consolidation

Le groupe Banque Centrale Populaire a finalisé une opération stratégique majeure en consolidant certaines de ses filiales africaines. Cette décision s'inscrit dans une logique de rationalisation, de réduction des coûts et de renforcement de la gouvernance.

Dans un contexte bancaire marqué par une concurrence accrue et des exigences réglementaires plus strictes, la BCP cherche à sécuriser ses relais de croissance tout en maîtrisant les risques. Cette opération illustre une tendance plus large de consolidation du secteur financier marocain, appelé à jouer un rôle central dans le financement des grands projets nationaux.



Exportations agricoles : l'avocat en vedette

Les exportations agricoles marocaines ont été marquées en 2025 par la forte progression de l'avocat, dont les volumes ont dépassé les 110 000 tonnes. Ce succès à l'export reflète la capacité du Maroc à se positionner sur des niches à forte valeur ajoutée.

Cependant, cette performance soulève des interrogations sur la durabilité du modèle, notamment en matière de consommation d'eau et d'équilibre territorial. La montée en puissance de certaines cultures d'exportation doit être conciliée avec les enjeux hydriques et alimentaires nationaux. L'arbitrage entre rentabilité économique et soutenabilité environnementale devient central.



LODJ

خليفة JEUNE



www.lodj.ma



SCAN ME

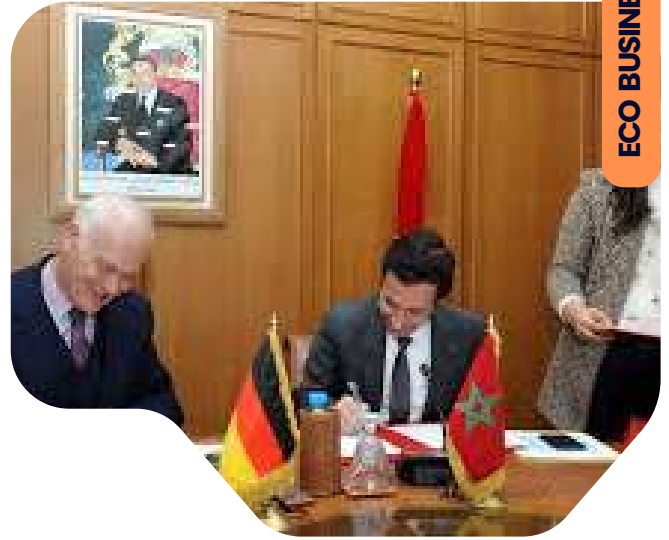
SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

Coopération financière avec l'Allemagne

Le Maroc a signé plusieurs accords de financement avec la banque allemande KfW, mobilisant près de 450 millions d'euros pour des projets structurants. Les secteurs ciblés incluent l'eau, l'énergie et les infrastructures durables.

Ces financements concessionnels renforcent la capacité d'investissement de l'État tout en s'inscrivant dans une logique de transition écologique. Ils traduisent également la confiance des partenaires internationaux dans la stabilité macroéconomique du Royaume. Reste à assurer une exécution rapide et efficace des projets, condition essentielle pour transformer les engagements financiers en impact réel.



Trafic aérien dopé par la CAN

La tenue de la CAN 2025 a entraîné une hausse spectaculaire du trafic aérien en décembre, avec près de 900 000 passagers sur une dizaine de jours.

Cet afflux confirme l'effet d'entraînement des grands événements sportifs sur le tourisme, le transport et les services. Il met aussi en lumière la capacité logistique des infrastructures aéroportuaires marocaines. Toutefois, l'enjeu est de transformer ce pic ponctuel en dynamique durable, notamment en fidélisant les visiteurs et en diversifiant l'offre touristique au-delà de l'événement.

Commerce intra-OCI : ambitions et réalités

Le salon commercial de l'OCI tenu à Casablanca a mis en avant le potentiel du commerce intra-islamique. Malgré un marché théorique immense, les échanges restent limités par des barrières logistiques, réglementaires et financières.

Pour le Maroc, l'enjeu est double : se positionner comme hub régional et diversifier ses débouchés commerciaux. Mais la concrétisation de cette ambition nécessite des accords opérationnels, au-delà des déclarations d'intention.



PME : Bank of Africa et Mastercard à l'offensive

L'initiative « Elevate Your Business », lancée par Bank of Africa et Mastercard, vise à améliorer l'accès des PME aux outils de financement et de digitalisation.

Dans un tissu économique dominé par les petites structures, ce type de programme répond à un besoin réel. Toutefois, son impact dépendra de sa capacité à toucher les entreprises les plus vulnérables, souvent éloignées des circuits bancaires classiques. L'enjeu est moins l'annonce que l'exécution.



Crédit bancaire : reprise mesurée

Les derniers indicateurs montrent une reprise progressive du crédit bancaire au secteur non financier. Les entreprises recommencent à investir, portées par des conditions de financement plus stables.

Cette évolution est encourageante, mais reste sélective. Les grandes entreprises captent l'essentiel des flux, tandis que les PME peinent encore à accéder au crédit. La reprise du crédit devra être plus inclusive pour soutenir réellement la croissance.



CAN 2025 : un impact économique à consolider

Les retombées économiques attendues de la CAN 2025 sont estimées à plusieurs milliards de dirhams. Hôtellerie, transport, commerce et événementiel en sont les principaux bénéficiaires.

Mais au-delà de l'effet immédiat, l'enjeu est l'héritage : infrastructures durables, image internationale renforcée et savoir-faire organisationnel. La CAN peut être un levier structurant, à condition d'être intégrée dans une stratégie économique de long terme, et non perçue comme une simple parenthèse festive.



LODJ

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

